

Les Sanofi à Jussieu : **rencontre de travailleurs/ses de la recherche publique et de la recherche privée**

Le 26 février a eu lieu une réunion publique entre travailleur/ses de Sanofi Vitry-Alfortville et travailleur/ses de Jussieu, le tout organisé par la CGT Sanofi, la CGT SNTRS et la CGT Ferc Sup.

Les travailleur/sess de Sanofi ont commencé par dresser le tableau peu réjouissant de leur situation. En lutte depuis 8 mois, ils/elles bataillent pour préserver leur emplois. En effet, Sanofi se désengage du site de Toulouse et supprime les activités de recherche à Montpellier. Tout porte à penser que Sanofi entend se débarrasser de sa branche R&D en France. Sanofi ne s'arrête pas là : l'entreprise, en plus de supprimer des emplois, va jusqu'à sous traiter une partie de ses activités dans des pays, où les salaires, même pour des chercheurs diplômés, sont nettement plus bas. Il y a environ 2500 emplois menacés à l'heure actuelle.

Parallèlement à ce désengagement de la recherche par Sanofi, on constate une évolution préoccupante de la recherche publique. Par exemple, la création en 2009 d'AVIESAN (Alliance pour les sciences de la vie et de la santé), regroupant les sections ad hoc du CNRS, l'INSERM, l'INRA etc., était censée « *renforcer la synergie entre la recherche publique et les industriels pour maintenir une R&D industrielle française de qualité sur le sol français* ». Après trois ans, on voit que le résultat est tout autre : il s'agit plutôt de prendre en charge une partie de la R&D du privé.

Plus globalement, si l'on ajoute à cela le financement de la recherche par projet (ANR), on voit bien là une modification profonde des articulations entre recherche privée et publique. Les problèmes d'emploi que subissent les chercheur/ses de Sanofi et la précarité toujours croissante dans le public sont loin d'être décorrés. Et le nouveau projet de loi que nous prépare le gouvernement continue dans cette voie !

C'est dans le but de la convergence des luttes que cette rencontre a été organisée. Un premier pas pour un combat plus large.

Cette réunion a réuni une cinquantaine de personnes dans l'amphi 25 de Jussieu. Principalement des militants, elle a permis d'échanger sur les revendications communes et sur les échéances. Nationalisation/socialisation de la production, pôle public du médicament, comité d'action public/privé, interdiction des licenciements : voilà pour les mots d'ordre évoqués lors du débat qui a suivi l'intervention des camarades de Sanofi.

Il faut donc continuer à mobiliser dans nos secteurs (public ou privé) en vue de la convergence. On assiste, avec les luttes contre les licenciements qui commencent à converger, la mobilisation des professeur-e-s des écoles et le début de mobilisation dans l'ESR, à une accumulation des colères qui met à l'ordre du jour un mouvement d'ensemble pour mettre en échec le patronat et le gouvernement. Cela nécessite donc des revendications unifiantes, l'auto-organisation, la mise en place de comités de lutte.

M. (Jussieu)